

Publication préparée  
par les économistes de l'UCL

## La dynamique des langues en Belgique\*

*Ce numéro de Regards économiques est consacré à la question des connaissances linguistiques en Belgique et dans ses trois régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie). Les enquêtes montrent que la Flandre est bien plus multilingue, ce qui est sans doute un fait bien connu, mais la différence est considérable : alors que 59 % et 53 % des Flamands connaissent le français ou l'anglais respectivement, seulement 19 % et 17 % des Wallons connaissent le néerlandais ou l'anglais. Les mesures préconisées par le Plan Marshall vont dans la bonne direction, mais sont sans doute très insuffisantes pour combler le retard.*

**Victor Ginsburgh**

**Shlomo Weber**

Le cinquième et dernier élargissement de l'Union européenne (Union ou UE) en 2004 conduit à un "pays" de 450 millions d'habitants, dont le produit intérieur brut est proche de celui des États-Unis et qui doit gérer 21 langues. Tout cela en attendant le bulgare, le roumain, le croate et le turc.

La question à laquelle nous essayons de répondre dans cet article, est de savoir comment la Belgique se situe dans ce fatras linguistique. Heureusement, les trois langues "officielles" en Belgique (allemand, français et néerlandais) sont aussi des langues officielles de l'Union, ce qui n'est pas toujours le cas pour les autres pays de l'UE. En Espagne, par exemple, le catalan est la langue maternelle de plus de 6 millions d'habitants,<sup>1</sup> sans être une langue officielle de l'UE.

Pour y voir un peu plus clair, considérons les chiffres qui apparaissent dans le Tableau 1 et qui donnent un aperçu des sept langues les plus utilisées dans l'UE. La première colonne donne la population des pays dont la langue est originaire et où celle-ci est parlée comme langue "naturelle". Les deuxième et troisième colonnes résultent des calculs faits par Ginsburgh et Weber (2005)<sup>2</sup> et donnent les populations qui connaissent chaque langue dans l'Union avant et après le dernier élargissement. Les chiffres qui apparaissent dans la quatrième colonne résultent simplement de la division des chiffres de la troisième colonne par ceux de la première : ils montrent le "coefficient multiplicateur" de la langue, très élevé pour

<sup>1</sup> Selon [www.ethnologue.com](http://www.ethnologue.com).

<sup>2</sup> Ces chiffres sont basés sur les enquêtes auxquelles a fait procéder la Direction Éducation et Culture de la Commission européenne sur l'utilisation des langues dans l'Europe des Quinze et dans les pays qui ont adhéré à l'Union en 2004. Il s'agit ici, comme dans la suite, d'ordres de grandeur, sans précision sur la "qualité" de la connaissance, à laquelle une enquête de ce type ne permet pas de répondre. Les personnes interrogées ont sans doute tendance à exagérer leurs connaissances. Cela contribue à embellir la situation dans les trois régions belges, parce qu'il n'y a pas de raison de croire qu'un groupe de la population exagère plus qu'un autre.

\* Nous remercions Vincent Bodart, Muriel Dejemeppe, Robert Deschamps et Jean Hindriks pour leurs nombreuses remarques qui nous ont permis de clarifier, d'améliorer et de compléter certaines parties de l'article.

l'anglais (le nombre de citoyens européens qui connaissent l'anglais est 3,6 fois plus élevé que la population du Royaume-Uni). Ce coefficient s'élève à 2 pour le français et tombe à 1,06 pour le polonais, qui n'est pratiquement parlé qu'en Pologne.<sup>3</sup> Il est un peu plus élevé pour le néerlandais : 2,5 millions de citoyens européens connaissent le néerlandais ailleurs qu'aux Pays-Bas et en Flandre. La dernière colonne, enfin, fournit l'estimation faite par Crystal (2001), un des meilleurs spécialistes internationaux de la question, relative au nombre de locuteurs de chaque langue dans le monde.

**Tableau 1** - Langues principales dans l'UE  
(en millions et en unités pour les coefficients multiplicateurs)

	Population naturelle*	Population qui connaît la langue		Coefficient multiplicateur	Locuteurs dans le monde
		UE 15 (2)	UE 25 (3)		
Anglais	62,3	208,6	224,3	3,60	1000-1500
Français	64,5	127,8	130,0	2,01	122
Allemand	90,1	118,3	132,6	1,47	120
Espagnol	39,4	56,3	56,3	1,43	350
Italien	57,6	65,2	65,2	1,13	63
Néerlandais	21,9	24,3	24,3	1,11	20
Polonais	38,6	nd	40,8	1,06	44

Source : Ginsburgh and Weber (2005) pour l'UE 15 et Fidrmuc et Ginsburgh (2005) pour l'UE 25. Les locuteurs dans le monde proviennent de Crystal (2001). Il faut noter que les chiffres de Crystal (colonne 5) sont moins élevés que ceux de la colonne 3 dans certains cas, en particulier pour l'allemand, le français et le néerlandais.

\* L'anglais est considéré comme langue "naturelle" en Grande Bretagne et en Irlande, le français est naturel en France et pour 40 % des Belges, l'allemand est naturel en Allemagne et en Autriche, le néerlandais aux Pays-Bas et pour 60 % des Belges. L'espagnol, l'italien et le polonais sont naturels en Espagne, Italie et Pologne respectivement.

Comme le montrent ces résultats, deux des langues utilisées en Belgique, le français et l'allemand, sont deuxième et troisième langues sur le plan de l'importance dans l'UE actuelle, le néerlandais vient seulement en septième position.

Il n'en reste pas moins que l'anglais est la langue dominante dans le monde, comme l'illustrent les chiffres du Tableau 2. Qu'il s'agisse du nombre de pages sur la toile, de l'utilisation d'une langue dans un domaine scientifique tel que la chimie (mesuré par la proportion d'articles indexés suivant la langue dans laquelle ils ont été écrits), de la proportion des langues utilisées dans les premiers jets des textes écrits par l'administration de l'UE, la chose est entendue : l'anglais domine très largement. Et l'allemand précède le français, sauf dans un cas, celui des textes écrits par l'administration de l'UE. Mais il y a plus inquiétant si l'on examine la dynamique dans deux des trois cas où des données sont disponibles : l'utilisation de l'anglais augmente sensiblement, et celle du français se réduit.<sup>4</sup>

Dans ce qui suit, nous nous basons essentiellement sur l'enquête INRA (2001), commanditée par la Direction Générale Education et Culture de la Commission européenne. Nous utilisons également certains résultats d'une enquête réalisée en 2001 dans les dix pays qui ont été admis en 2004. Ces deux études fournissent des données sur les langues maternelle(s) et étrangère(s) parlées dans chacun des 25 pays de l'UE. Tout en n'étant pas tout à fait comparables, et contestées par cer-

<sup>3</sup> Il faut noter que le russe est parlé par quelque 24 millions de personnes dans les pays d'Europe centrale qui viennent d'adhérer à l'Union, dont 12 millions en Pologne. Le russe est donc davantage parlé dans l'UE que le néerlandais, mais il n'est bien sûr pas considéré comme langue officielle.

<sup>4</sup> La diminution relative des pages web en anglais et l'augmentation des pages en français sont essentiellement liées au retard qu'avaient pris les autres pays sur les Etats-Unis, retard qui est heureusement en train de se combler.

**Tableau 2.** Quelles langues en Europe et dans le Monde ?  
Quelques indicateurs

Source : Pages sur toile : Maurais (2003, p. 22); Indexation articles : Laponce (2003, p. 60); Textes primaires UE : Truchot (2003, p. 104) pour les années 1986 et 1999 et Vanden Abeele (2004) pour l'année 2002.

	Pages sur le web		Indexation articles		Textes primaires UE		
	1997 (%)	2000 %	1978 %	1998 %	1986 %	1999 %	2002 %
Anglais	84,0	68,4	62,3	82,5	26,0	52,0	57,4
Français	1,8	3,0	2,4	0,5	58,0	35,0	29,1
Allemand	4,5	5,8	5,0	1,6	11,0	5,0	4,6
Espagnol	nd	2,4	nd	nd	nd	nd	2,0
Italien	1,0	1,6	nd	nd	nd	nd	2,1
Chinois	3,9	3,9	0,3	5,9	-	-	-
Portugais	nd	1,4	nd	nd	nd	nd	0,6
Russe	nd	2,4	19,5	3,1	-	-	-
Autres langues	nd	4,1	5,8	1,9	5,0	8,0	3,4
Total		100	100	100	100	100	100

tains auteurs<sup>5</sup> qui estiment que les enquêtes exagèrent le nombre de citoyens qui disent parler ou connaître les langues, nous utiliserons ces deux études qui ont l'avantage évident de fournir des résultats, alors que l'on joue souvent à deviner. Faire mieux nécessiterait de soumettre à des examens linguistiques quelque 25.000 citoyens (environ 1.000 individus dans chacun des 25 pays), ce qui serait sans doute utile, mais difficile et coûteux à réaliser. En dépit des possibles exagérations des individus sondés sur leurs connaissances linguistiques, nous pensons que les résultats comparatifs (par exemple entre pays, ou, comme ce sera le cas dans la suite, entre régions) sont suffisamment solides pour étayer nos conclusions.

Nous nous intéressons à la connaissance des langues dans les trois régions belges et sommes forcés de constater que la partie francophone se trouve dans une situation très défavorable, et que celle-ci ne changera guère à défaut d'investissements importants dans l'enseignement des langues, et peut-être davantage encore, à défaut d'un changement de mentalité qui permette de ressentir l'importance des langues (et pas uniquement de l'anglais) dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui (sections 1 et 2). Dans la section 3, nous abordons quelques aspects qui illustrent les conséquences importantes que la connaissance d'une langue peut avoir à la fois sur le plan macroéconomique et sur le plan individuel. La section 4 est consacrée à des conclusions.

## 1. La connaissance des langues en Belgique

Le Tableau 3 donne les détails des langues pratiquées en Belgique à l'heure actuelle (2000).<sup>6</sup> De façon globale, l'espagnol et l'italien le sont peu. L'italien est malgré tout connu par 10 pour cent des habitants de la Wallonie, ce qui est sans doute une conséquence de l'immigration italienne des années d'après guerre. L'allemand atteint également une dizaine de pour cent dans la partie wallonne du pays (où réside la communauté germanophone), et en Flandre. Les trois langues principales sont, par ordre d'importance, le français (75 pour cent de la popula-

<sup>5</sup> Voir par exemple Piron (1994, p. 79) qui estime qu'il faut 12.000 heures pour apprendre une langue non-maternelle.

<sup>6</sup> L'enquête a porté sur les résidents, ce qui peut influencer un peu les résultats à Bruxelles, où le nombre d'étrangers est plus important que dans les deux autres régions.

... La connaissance des langues en Belgique

tion belge), le néerlandais (70 pour cent) et l'anglais (40 pour cent). Il importe de remarquer que le français (maternel ou acquis) est parlé par un nombre plus grand de personnes que le néerlandais. La distribution est évidemment inégale entre les trois régions du pays pour le français et le néerlandais, mais il faut souligner que 95 pour cent des Bruxellois déclarent parler le français, alors que ce pourcentage tombe à 59 pour cent pour le néerlandais. Quant à l'anglais, il est connu par une proportion importante de la population à Bruxelles (41 pour cent); en Flandre, plus de la moitié (53 pour cent) des citoyens connaissent la langue. Le syndrome d'H - personnage dont on se rappellera la déclaration sur le "contrat Francorchamps" qu'il a signé mais pas compris parce qu'il était rédigé en anglais - frappe la Wallonie, où à peine 19 et 17 pour cent de la population parlent respectivement le néerlandais et l'anglais.

**Tableau 3** - Connaissance des langues en Belgique en 2000 (en % du total du groupe)

	Belgique	Brux.	Flandre	Wallonie	Masc.	Fém.	Pr. lib.	Empl.	Etud.
Allemand	10	3	11	11	12	9	12	11	7
Anglais	40	41	53	17	45	35	64	45	71
Espagnol	1	5	1	2	1	2	4	1	1
Français	75	95	59	100	78	73	87	80	86
Italien	5	5	2	10	5	5	3	7	6
Néerlandais	70	59	100	19	71	69	78	68	78
Français seul	21	18	1	57	19	22	8	21	9
Néerlandais seul	17	4	28	1	13	21	5	10	63
Français & Néerlandais	44	51	57	17	47	41	63	47	63
Français & Anglais	34	40	42	16	37	30	57	37	63
Néerlandais & Anglais	36	33	52	7	40	31	58	40	64
Français, Néerlandais et Anglais	29	31	40	7	32	26	49	31	55
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Les chiffres concernant la population qui parle une seule langue sont plutôt inquiétants, dans une Europe et un monde de plus en plus multilingue : 21 et 17 pour cent des Belges sont unilingues francophones ou néerlandophones et plus grave encore, 57 pour cent des Wallons connaissent uniquement le français. Parler de technopoles et de technologie de pointe comme le font les dirigeants wallons, alors que 57 pour cent de la population est unilingue peut paraître paradoxal et suscite des questions, qui ont d'ailleurs été posées clairement dans le Plan Marshall pour la Wallonie, et dont quelques éléments seront discutés dans la section 2.

Ces données sont évidemment le miroir de la population qui peut s'exprimer en deux ou trois langues. Alors que 57, 42 et 52 pour cent des Flamands déclarent connaître le français *et* le néerlandais, le français *et* l'anglais, ou le néerlandais *et* l'anglais respectivement, ces proportions tombent à 17, 16 et 7 pour cent en Wallonie. Vingt-neuf pour cent des belges se déclarent trilingues, ce qui est à nouveau largement dû à la Flandre, avec 40 pour cent de trilingues, alors que la Wallonie se retrouve au niveau de 7 pour cent.

Les femmes connaissent un peu moins bien les langues que les hommes, et assez naturellement, les professions libérales et cadres, de même que les étudiants sont plus polyglottes que le reste de la population.



## 2. Et le futur ?

Comment cette situation peut-elle évoluer ? Une manière simple d'examiner la question est de découper la population actuelle en deux générations : 40 ans et moins (les "jeunes"), plus de 40 ans (les "vieux"). On dit souvent que les jeunes connaissent mieux les langues que leurs aînés, ce qui s'avère vrai aujourd'hui, comme nous pouvons le constater à partir des chiffres du tableau 4. Mais on appréhende mal comment cet apprentissage va évoluer. Les résultats d'une enquête menée il y a quelques années parmi les étudiants français de 15 à 16 ans indiquent que leur connaissance des langues étrangères aurait plutôt diminué.<sup>7</sup> Dès lors, faire des prévisions est hasardeux, et le lecteur peut faire les calculs à partir de nos résultats, en choisissant ses propres hypothèses sur l'évolution des connaissances linguistiques. Notre propre préférence va plutôt vers une situation dans laquelle les connaissances linguistiques resteront au niveau de ce qu'elles sont en 2000 chez les moins de 40 ans.

Le tableau 4 montre que le nombre de belges unilingues (français ou néerlandais seul) est moins fréquent parmi les jeunes, en général, et beaucoup moins fréquent en Flandre. Les polyglottes jeunes sont par conséquent plus nombreux que leurs aînés, sauf à Bruxelles. Il n'en reste pas moins que la situation dans la partie wallonne demeure critique, si des efforts très sérieux ne sont pas faits dans l'enseignement. A peine un quart de la population wallonne de moins de 40 ans connaît l'anglais (ce pourcentage est trois fois plus élevé en Flandre), et la connaissance du néerlandais y est à peine meilleure que parmi leurs aînés. Plus de 50 pour cent des jeunes Wallons sont unilingues francophones, et peu d'entre eux, par conséquent, sont polyglottes. Près de 60 pour cent des jeunes en Flandre connaissent le français, le néerlandais et l'anglais, contre 10 pour cent en Wallonie. La Wallonie est par conséquent en défaut sur deux points. Les Wallons n'apprennent pas la langue de la majorité des belges, et ils n'apprennent pas non plus l'anglais, qui pour de bonnes ou de moins bonnes raisons, est devenue la première langue internationale.

**Tableau 4** - Connaissance des langues en Belgique en 2000 (groupes d'âge) (en % du total du groupe d'âge)

	Bruxelles		Flandre		Wallonie	
	≤40ans	> 40 ans	≤40ans	> 40 ans	≤40ans	> 40 ans
Anglais	44	40	75	36	25	11
Français	95	96	71	50	99	100
Néerlandais	58	60	99	99	23	16
Français seul	19	18	0	1	51	63
Néerlandais seul	7	2	12	39	0	2
Français et Néerlandais	49	56	69	49	21	14
Français et Anglais	42	40	61	28	24	10
Néerlandais et Anglais	33	36	74	35	11	4
Français, Néerlandais et Anglais	28	34	59	27	10	4
Total	100	100	100	100	100	100

<sup>7</sup> Voir le rapport publié il y a deux ans par le Ministère de l'Éducation Nationale (2004). Voir aussi Le Monde, 22 octobre 2004 et notamment l'article intitulé "Déjà faible, le niveau des élèves français a baissé entre 1996 et 2002".

... Et le futur ?

Le plan Marshall pour la Wallonie a le mérite de reconnaître le problème et consacre un budget de 60 millions d'euros pour améliorer les connaissances linguistiques des Wallons. Plusieurs mesures sont prévues, telles que 500.000 chèques supplémentaires de formation en langues, 8.000 bourses d'immersion linguistique en 4 ans à destination notamment des élèves du dernier degré de l'enseignement obligatoire, des stages à l'étranger, des échanges d'étudiants et de demandeurs d'emploi avec la Région flamande et la Communauté germanophone.<sup>8</sup> Le tableau est impressionnant, l'avenir nous dira si l'opération aura réussi, mais il ne faut pas se cacher que l'essentiel est de changer les mentalités, encore que celles-ci puissent être partiellement rationalisées par un raisonnement de nature économique.

### 3. Quelques observations sur les bénéfices macro-économiques et individuels

On peut en effet se demander pourquoi la part de la population flamande qui connaît le français est plus élevée que la part de la population wallonne qui connaît le néerlandais. Une réponse à cette question est donnée par Gabszewicz, Ginsburgh et Weber (2005) dans le cadre d'un modèle avec deux populations (régions) de tailles  $N_i$  et  $N_j$  et de langues  $i$  et  $j$ . Les individus dans chaque population sont hétérogènes et diffèrent dans leur aptitude à apprendre l'autre langue. Un individu de la population  $i$  peut entrer en communication avec  $N_j$  individus de la population  $j$  s'il en apprend la langue et accepte d'encourir le coût d'apprentissage. Il bénéficie alors du contact avec tous les individus de la population  $j$ . Il peut aussi décider de ne pas apprendre la langue  $j$ , auquel cas il pourra entrer en contact avec les individus de la population  $j$  qui ont appris sa propre langue  $i$ . Si les coûts d'apprentissage des deux langues sont identiques,<sup>9</sup> alors la population minoritaire en nombre apprendra la langue de la population majoritaire, plutôt que l'inverse. Et ce qui se produit en Belgique est un bon exemple de conformité au modèle, à condition de tenir compte du fait que la France et les Pays-Bas sont nos voisins directs. Dans ce contexte, il y a près de trois fois plus de francophones que de néerlandophones, et ce rapport s'élève à plus de cinq dans l'Union Européenne (voir Tableau 1). Et ceci peut expliquer les raisons pour lesquelles 59 pour cent des Flamands ont appris le français, et seulement 19 pour cent des Wallons connaissent le néerlandais.<sup>10</sup> Dans le cas extrême où tous les Flamands connaissent le français, aucun Wallon n'a intérêt à apprendre le néerlandais. Cependant, si ce raisonnement peut sembler s'appliquer au néerlandais, il ne peut l'être à l'anglais. En effet, la population anglophone est suffisamment importante dans le monde pour que très peu d'entre eux ressentent le besoin d'apprendre une langue étrangère (et chacun de nous peut le remarquer tous les jours !), et sur le plan international, les Wallons resteront dès lors sérieusement isolés.

Une population peut être paresseuse et, comme nous l'avons souligné plus haut, jouer au passager clandestin en profitant du fait que l'autre communauté le soit moins. Au bénéfice intellectuel lié à la connaissance d'autres langues (pénétrer mieux dans d'autres cultures, d'autres littératures), s'ajoute souvent un bénéfice économique. Un grand nombre de recherches, qui portent dans la plupart des cas sur les connaissances linguistiques d'immigrés, montrent que la connaissance de la langue du pays d'immigration exerce un effet positif important sur le salaire.

<sup>8</sup> Voir Bayenet et Vandendorpe (2006, p. 22) pour des détails supplémentaires.

<sup>9</sup> Voir Gabszewicz, Ginsburgh et Weber (2005) pour une hypothèse plus générale sur les coûts.

<sup>10</sup> La situation est similaire à celle qui prévaut au Canada où 10 pour cent des anglophones connaissent le français, alors que 41 pour cent des francophones connaissent l'anglais. Mais les rôles des deux langues sont inversés dans la province du Québec, où 43 pour cent des résidents dont la langue maternelle est l'anglais peuvent communiquer en français. Voir Bond (2001) et les résultats du recensement linguistique canadien de 2001.

*... Quelques observations sur les bénéfices macroéconomiques et individuels*

Dans un article récent, Ginsburgh et Prieto (2006) montrent que des effets similaires existent dans les pays de l'Union européenne pour les citoyens d'un pays qui connaissent la langue d'un autre pays de l'Union. La connaissance d'une langue supplémentaire semble ainsi toujours "payante", tant que toute la population ne la connaît pas. En Belgique, la connaissance des deux langues nationales conduit à des avantages salariaux dans les emplois où plusieurs langues sont utilisées. De calculs en cours, il ressort qu'en moyenne, la connaissance du français dans une entreprise en Flandre accroît le salaire de 10 à 16 %. La connaissance du néerlandais dans une entreprise wallonne rapporte 4 % seulement en moyenne, mais ce pourcentage monte à près de 50 % dans les deux derniers déciles de la distribution des revenus. Les constatations sont similaires pour l'anglais.

#### 4. Conclusions

Le déficit linguistique de la partie francophone du pays est très évident, et si aucune mesure n'est prise, le futur risque de ressembler très fortement au présent, comme nous l'avons suggéré dans la section 2. Le modèle évoqué dans la section 3 permet de montrer que dans la plupart des cas, une intervention publique peut être nécessaire,<sup>11</sup> mais doit être faite de façon concertée par les deux régions linguistiques. Les efforts faits par plan Marshall pourraient dès lors produire plus d'effets s'ils étaient concertés avec la Flandre. Il est clair que c'est ce que requièrent notamment des pratiques d'immersion linguistique et l'on peut espérer que le plan Marshall en a tenu compte.

Certaines faiblesses sont sans doute liées à l'enseignement des langues.<sup>12</sup> Dans le primaire, les langues vivantes (anglais, néerlandais ou allemand) sont enseignées à partir de la cinquième année,<sup>13</sup> mais chaque école peut choisir lesquelles des langues elle veut enseigner, et ne peut pas en choisir plus de deux. Il en résulte que certaines écoles excluent soit le néerlandais, soit l'anglais. Un étudiant doit choisir les deux heures d'enseignement obligatoire dans la même langue en primaire, ce qui semble raisonnable, mais a une conséquence pour ce qui suit, puisque cette langue conditionne le choix des quatre heures obligatoires en première et deuxième année du secondaire. Ce n'est qu'à partir de la troisième année que l'étudiant peut (mais ne doit pas) choisir une deuxième langue étrangère. Un étudiant peut dès lors terminer le secondaire en ayant des notions dans une seule langue non-maternelle. Mais il y a sans doute plus grave. Les écoles éprouvent des difficultés à trouver des enseignants dans les trois langues germaniques. Une des raisons évoquée au Ministère et par les syndicats est que les enseignants sont mieux rémunérés en Flandre qu'en Wallonie, ce qui n'incite guère les enseignants flamands à se déplacer en Wallonie.<sup>14</sup> Vandenberghe (2002, 2004) et Deschamps (2006) relèvent bien d'autres raisons et donnent des pistes de réflexion qui portent sur l'enseignement francophone en général : mode de régulation très insatisfaisant, nécessité d'une culture de l'évaluation qui semble cruellement manquer, nécessité de combler la pénurie d'enseignants dans certaines disciplines, nécessité d'élargir le degré d'autonomie des écoles et de réduire le contrôle bureaucratique, nécessité de supprimer les cloisonnements entre les réseaux.

<sup>11</sup> La solution du modèle dans laquelle chaque individu décide d'apprendre (ou de ne pas apprendre) l'autre langue peut être sous-optimale (trop peu d'apprentissage). L'optimum social n'est pas atteint, et une intervention publique peut s'avérer nécessaire pour atteindre une solution plus efficace.

<sup>12</sup> Nous n'envisagerons ici que le cas général, excluant les communes à facilités de la frontière linguistique et Bruxelles, où le néerlandais est obligatoire, ainsi que les villes et villages qui jouxtent la région germanophone dans l'est du pays.

<sup>13</sup> Certaines écoles inscrivent cependant l'enseignement d'une langue étrangère plus tôt; certaines pratiquent aussi l'immersion linguistique.

<sup>14</sup> Cette disparité salariale date de la fin des années 1990, et ne permet pas d'expliquer le passé, qui n'était pas très différent du présent.

... *Conclusions*

Mais il n'y a pas que l'enseignement qui soit en cause. Il y a aussi le manque de concertation entre les régions. On pourrait, sans coûts supplémentaires importants, imaginer que, dans l'enseignement primaire, des classes entières d'une communauté bénéficient, dans leur école habituelle, de cours dans la langue de l'autre communauté. On peut encourager davantage les parents à envoyer leurs enfants dans l'autre région linguistique pendant les vacances. On peut offrir, comme le propose le plan Marshall, des chèques de toutes sortes. Mais il faudrait avant tout, comme le suggèrent Dejemeppe et Van der Linden (2006), s'interroger sur l'efficacité de telles pratiques.

Alors que les néerlandophones acceptent que des films passent en version originale et soient sous-titrés, les francophones, en Belgique comme en France d'ailleurs, veulent voir leurs films en français. Van Parijs (2003) suggère une recette simple et peu, voire moins, coûteuse : il faut cesser de doubler. Non pas que le doublage soit une cause de l'incompétence linguistique, mais la suppression du doublage, remplacé par le sous-titrage (et pourquoi pas dans les deux langues nationales, comme c'est souvent le cas à Bruxelles) ne peuvent pas aller dans le mauvais sens. Pourquoi la voix et la langue de l'interviewé à la radio comme à la télévision doivent elles être sur-imprimées par du français, avec pour conséquence que l'un et l'autre deviennent inaudibles et/ou incompréhensibles ? Certains diront que ceci risque de nous éloigner de notre culture, de nous "américaniser", écrit Van Parijs. Mais il suggère, avec raison, que l'attaque, c'est à dire l'apprentissage de la (ou des) langue(s) étrangère(s) est la meilleure défense, la pire étant l'obstruction.

Les difficultés linguistiques de la partie francophone du pays, et plus particulièrement de la Wallonie, sont doubles. La deuxième langue nationale, le néerlandais, y est largement ignorée, et l'anglais qui devient, de gré ou de force, la première langue internationale, l'est tout autant. Ceci peut s'expliquer par le prestige dont reste encore dotée la langue française, ainsi que le voisinage de la France, un pays de quelque 60 millions d'habitants avec lesquels la communication est aisée et qui joue le rôle d'attracteur.<sup>15</sup> Mais il est aussi important de se rappeler que l'importance internationale du français se réduit.

Nous courons le risque qu'on nous dise : "Vous tirez sur une ambulance". Ce n'est peut-être pas tout à fait faux, mais nous répondrons : "Le chauffeur de l'ambulance est endormi, et il est temps qu'il se réveille". Il ne faudrait pas que le comportement qui a été donné par un dirigeant wallon s'exprimant sur le contrat Francorchamps serve d'exemple au reste de la population.

---

*Victor Ginsburgh est professeur de l'ULB et chercheur à ECARES (ULB) et au CORE (UCL).*

*Victor Ginsburgh et Shlomo Weber*

*Shlomo Weber est professeur au Département d'économie de la Southern Methodist University (Texas) et chercheur au CORE (UCL) et au CEPR (Londres).*

---

<sup>15</sup> Voir Ginsburgh, Ortuno-Ortin et Weber (2005b).

## Références

- Bayenet Benoît et L. Vandendorpe (2006), Un plan de développement économique pour la Wallonie : Plan Marshall, Région wallonne - Regards économiques sur les actions prioritaires, Colloque ADEL, 27 avril 2006.
- Bond, K. (2001), French as a minority language in bilingual Canada, <http://www3.telus.net/linguisticsissues/french.html> (accédé le 4 novembre 2005).
- Crystal, David (2001), *A Dictionary of Language*, Chicago : Chicago University Press.
- Dejemeppe, Muriel et Bruno Van der Linden (2006), Actions du plan Marshall sur le marché du travail wallon, *Regards Economiques* 40.
- Deschamps, Robert (2006), Enseignement francophone. Qu'avons-nous fait du refinancement ?, *Points de vue* no 33, 2006/1.
- DG Press and Communication (2003), Applicant Countries Eurobarometer 2001 : Public Opinion in the Countries Applying for European Union Membership, European Commission, March 2002.
- Fidrmuc, Jan and Victor Ginsburgh (2005), Languages in the European Union : The quest for equality and its cost, CEPR Discussion Paper.
- Fodor, Ferenc and Sandriner Peluau (2003), Language geostrategy in Eastern and Central Europe : Assessments and Perspectives, in Jacques Maurais, ed., *Languages in a Globalising World*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Gabszewicz, Jean, Victor Ginsburgh et Shlomo Weber (2005), Biligualism and communicative benefits, manuscrit.
- Ginsburgh, Victor, Ignacio Ortuno-Ortin and Shlomo Weber (2005a), Disenfranchisement in linguistically diverse societies. The case of the European Union, *Journal of the European Economic Association* 3, 946-965.
- Ginsburgh, Victor, Ignacio Ortuno-Ortin and Shlomo Weber (2005b), Learning foreign languages. Theoretical and empirical implications of the Selten and Pool model, CORE Discussion Paper 2004/79, November.
- Ginsburgh, V. and J. Prieto (2006), The returns to languages in the European Union, May 2006.
- Ginsburgh, Victor and Shlomo Weber (2005), Language disenfranchisement in the European Union, *Journal of Common Market Studies* 43, 273-286.
- INRA (2001), Eurobaromètre 54 Special, Les Européens et les langues, Février.
- Laponce, Jean (2003), Babel and the market : Geostrategy for minority languages, in Jacques Maurais, ed., *Languages in a Globalising World*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Maurais, Jacques (2003), Towards a new linguistic world order, in Jacques Maurais, ed., *Languages in a Globalising World*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Ministère de l'Éducation Nationale (2004), Evaluation des compétences en anglais des élèves de 15 à 16 ans dans sept pays européens, <http://www.education.gouv.fr/stateval> (Mars 2004).
- Piron, Claude (1994), *Le défi des langues*, Paris : L'Harmattan.
- Truchot, Claude (2003), Languages and supranationality in Europe : The linguistic influence of the European Union, in Jacques Maurais, ed., *Languages in a Globalising World*, Cambridge : Cambridge University Press.

... **Références**

Vanden Abeele, Michel (2004), Les langues dans l'Union européenne : au delà des combats d'arrière-garde, Conférence donnée à l'Université Libre de Bruxelles, Février 2004.

Vandenberghé, Vincent (2002), Tous cancrés ? Analyse économique des performances de l'enseignement initial en Communauté française, *Regards Économiques* 2.

Vandenberghé, Vincent (2004), Enseignement et capital humain en Belgique : où en sommes-nous ?, *Regards Économiques* 23.

Van Parijs, Philippe (2003), Europe's three language problem, in R. Bellamy, D. Castiglione, and C. Longman eds., *Multilingualism in Law and Politics*, Oxford : Hart.

---

Directeur de la publication :

*Vincent Bodart*

Rédactrice en chef :

*Muriel Dejemeppe*

Comité de rédaction : *Paul Belleflamme,*

*Vincent Bodart, Raouf Boucekine,*

*Muriel Dejemeppe, Frédéric Docquier,*

*Jean Hindriks, François Maniquet,*

*Vincent Vandenberghe*

Secrétariat & logistique : *Anne Davister*

Graphiste : *Dominos*

**Regards Économiques** a le soutien financier de la Fondation Louvain  
et de la Banque Nationale de Belgique.

**Regards Économiques**

IRES-UCL

Place Montesquieu, 3

B1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/regardseconomiques>

mail: [regards@ires.ucl.ac.be](mailto:regards@ires.ucl.ac.be)

tél. 010/47 34 26

